



PRÉFÈTE DES VOSGES

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction du Pilotage
et de l'Animation Interministérielle

Arrêté n° 64/2025/ENV du **19 AOUT 2025**
mettant en demeure la société O-I France SAS
sise sur la commune de GIRONCOURT-SUR-VRAINE
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11/2020/ENV du 11 février 2020 relatif à l'exploitation d'une verrerie située au 28 rue d'Alsace à GIRONCOURT-SUR-VRAINE et exploitée par la société O-I France SAS ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 105/2024/ENV du 26 novembre 2024 relatif au changement du four 4 exploité par la société O-I France SAS ;
- Vu le rapport du 20 mai 2025 de l'inspection de l'environnement de la visite d'inspection réalisée le 24 mars 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à la société O-I France SAS par courrier en date du 20 mai 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2020 prescrit les valeurs limite d'émissions suivantes :

Paramètre	Concentration en mg/Nm3		Flux en kg/h :	
	Four 3 Four 4	Four 5	Four 3 Four 4	Four 5
Poussières	20	20	1	0,4
SO ₂	500	500	25	10
NO _x	$800 \cdot V3 + 600 + V4 / (V3 + V4)$	600	40	12
HCl	10	10	0,5	0,2

Considérant que l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2020 prescrit « Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de

la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. » ;

Considérant que l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale fait référence « *en matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié* », et que ce dernier prescrit « *pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence* » ;

Considérant les constats réalisés lors de la visite de contrôle de d'inspection des installations classées du 23 mai 2024 et en particulier :

- lors de la visite d'inspection de mai 2024, il a été demandé de l'exploitant de calculer le flux horaire journalier pour tous les polluants de la surveillance continue ;
- lors de la visite en 2024, l'inspection a demandé à l'exploitant la réalisation pour chaque appareil de mesure continue les assurances qualités QAL 2 et QAL 3 conformément à la réglementation en vigueur ou tout autre méthode normalisée que l'exploitant serait capable de justifier auprès de l'inspection dans un délai de 6 mois ;

Considérant les constats réalisés lors de la visite de contrôle de l'inspection des installations classées du 24 mars 2025 et en particulier :

- le rapport du laboratoire de contrôle daté du 30 août 2024 indique les mesures suivantes :
 - x pour le four 5, le flux de poussière es de 0,7 kg/h et celui du Sox de 28 kg/h ;
 - x pour le four 3, la concentration mesurée en HCl est de 16 mg/ Nm3 ;
- les mesures continues pour la poussière du four 3 du 01 au 11 février 2025 indiquent une moyenne en concentration de 39 mg/Nm3 et un flux horaire de 0,62 kg/h ;
- le jour de la visite (24 mars 2025), l'inspection a relevé la mesure de 1 200 mg/NM3 pour le Nox soit une mesure corrigée de 960 mg/NM3 pour le four 3 ;
- le four 4 n'a pas été surveillé pour les mois de février et mars 2025. Néanmoins étant donné le mélange des émissions atmosphériques des fours 3 et 4 et les non conformités des VLE du four 3, l'inspection en déduit que le four 4 présente les mêmes concentrations que le four 3. Aussi le conduit ne respecte pas les valeurs limites d'émissions en concentration ;
- les éléments de l'exploitant, envoyés le 14 mars 2025 à l'Inspection n'indiquent pas de flux journaliers sur l'ensemble des fours ;
- pour le four 3, le rapport du laboratoire de contrôle daté du 31 janvier 2025 (intervention 16 janvier 2025 en fonctionnement normal) indique une concentration en Sox de 636 mg/Nm3. Les mesures continues avec l'intervalle de confiance le même jour est de 441 mg/Nm3 (sans incertitude 541 mg/Nm3) ;
- pour la mise en œuvre des mesures fiables, répétables et reproductibles l'exploitant a transmis en date du 14 mars 2025 les éléments suivants :
 - x un bon de commande pour la réalisation d'un QAL 2 est réalisée le 16 janvier 2025,

- x un mail d'échange pour la réalisation des QAL 2 des semaines 24 au 26 soit du 09 au 27 juin 2025.

- Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, ainsi qu'aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé ;
- Considérant que le délai pour la mise en conformité des appareils de mesure suite à l'intervention du laboratoire de contrôle prévue du 09 au 27 juin 2025, est de minimum 3 mois ce qui implique des mesures continues non représentatives jusqu'en fin septembre 2025 ;
- Considérant que la comparaison entre les résultats de mesure continue avec l'incertitude et ceux de la mesure réglementaire ne permet pas de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées ;
- Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui stipulent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;
- Considérant que les observations émises par la société O-I France SAS par courrier du 11 juin 2025 au sujet du projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 20 mai 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

Arrête

Article 1 – La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé 2 rue Maurice Moissonnier – 69120 Vaulx-en-Velin, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine les dispositions :

- l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2020 ;
- l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2020 ;
- l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 ;
- l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié.

Article 2 – Afin de justifier du respect des dispositions de l'article premier de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir au Préfet des Vosges :

- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - x indication écrite chaque jour des flux horaires moyennés par polluant faisant l'objet d'un suivi continu et pour chaque four (conduits 3,4,5) sur les documents de suivis des mesure continue ;
- sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - x respect des valeurs limites d'émissions en concentrations et flux pour les paramètres suivants :

Paramètre	Concentration en mg/Nm3		Flux en kg/h :	
	Four 3 Four 4	Four 5	Four 3 Four 4	Four 5
Poussières	20	20	1	0,4
SO ₂	500	500	25	10

NOx	$800 \cdot V3 + 600 + V4 / (V3 + V4)$	600	40	12
HCl	10	10	0,5	0,2

- x justification des mesures fiables, répétables et reproductibles par les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence ;
- x la comparaison entre les résultats de mesure continue avec l'incertitude et ceux de la mesure réglementaire permettant d'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées.

Article 3 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - La secrétaire générale de la Préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société O-I France SAS, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gironcourt-sur-Vraine et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Épinal, le **19 AOUT 2025**

La Préfète

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.